

Chers collègues élues et élus,

Au terme d'une année législative intense, agitée sur le plan social, animée par des débats sur la place des institutions, je me suis investie sans relâche au service des collectivités et élus haut-savoyards.

En agissant sur des problématiques spécifiques à notre département (gens du voyage, lourdeur du fonds de péréquation, déserts médicaux, copropriétés dégradées, défense des budgets des agences de l'eau ...) ou à l'occasion de l'examen de textes législatifs d'importance (projet de loi sur l'école de la confiance, projet de loi justice, projet de loi de transformation de la fonction publique...), la session parlementaire fut riche ! Je vous invite à découvrir l'ensemble de mon activité de l'année écoulée sur mon site internet www.sylvianoel.fr

Mon action est guidée quotidiennement par deux impératifs :

- ➔ la promotion des élus locaux garants de la démocratie qui méritent d'être considérés et de disposer des moyens de leur action ;
- ➔ la recherche d'une société avec davantage de bon sens, de simplicité et moins de lois et de normes qui entravent la libre administration des collectivités territoriales et de leurs élus.

Aujourd'hui, les élus locaux sont en proie à une grande détresse : découragés par les lourdeurs administratives et les contraintes financières, acculés par un Etat centralisateur, faisant l'objet de menaces ou d'agressions pouvant aller jusqu'à la mort comme l'actualité en a récemment témoigné.

Plus que jamais, parce qu'ils sont les piliers de notre démocratie, nous devons redonner aux élus de nos territoires les moyens et la protection nécessaires à l'exercice de leurs fonctions. Vous pouvez compter sur moi pour faire entendre votre parole et prendre activement part au Projet de Loi Engagement et Proximité qui sera examiné lors de cette rentrée.

Je reste à votre disposition et vous assure de mon engagement à votre service.

Bien sincèrement,

Sylviane NOEL, Sénatrice de la Haute-Savoie.



Au Sénat avec le Président, Gérard Larcher.



Visite de l'impluvium et de l'usine des eaux d'Evian avec Josiane Lei, Maire.



Avec Jean-Claude Carle et Nicolas Rubin, lors du dernier Congrès des Maires de la Haute-Savoie.



Réception au Sénat avec les élus de la Haute-Savoie lors du Congrès des Maires 2018.

UNE SÉNATRICE À VOTRE ÉCOUTE

Déjà 18 rencontres d'intercommunalités !

Parce qu'il n'y a pas d'efficacité sans proximité, je suis allée à la rencontre des Maires et élus municipaux du département, dans le cadre de réunions d'intercommunalité, tout au long de cette année, aux quatre coins du département, afin de pouvoir échanger sur leurs problématiques.

J'ai pu ainsi relayer leurs préoccupations auprès du Gouvernement sur de nombreux sujets et obtenir des réponses concrètes pour faire avancer leurs projets.



Rencontre le 9 juillet dernier avec les élus d'Annemasse Agglo.

CHIFFRES CLÉS

- 51 questions écrites
- 4 questions orales au gouvernement
- 453 amendements déposés et cosignés
- 21 interventions en commission des Affaires économiques
- 53 interventions en séance publique

DÉFENSE DES ELUS ET DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

Plus d'efficacité dans la gestion de l'accueil des gens du voyage

A l'occasion de l'examen en seconde lecture de la proposition de loi relative à l'accueil des gens du voyage et à la lutte contre les installations illicites, déposée par mon prédécesseur, Jean-Claude Carle, je suis intervenue, conformément à l'attente de nombreux Maires, au travers de plusieurs amendements visant à :

- rétablir le dispositif permettant d'éviter les « sauts de puce » des caravanes d'une commune ou d'un terrain à l'autre ;
- autoriser la saisine des véhicules non affectés à l'usage d'habitation pour les transférer vers des aires d'accueil existantes du département ;
- instaurer une période transitoire pendant laquelle ces dispositifs pourraient s'appliquer pour une commune ou un EPCI qui aurait cessé d'être en conformité avec le schéma départemental suite à la révision de celui-ci.

La nécessaire adaptation de la fonction publique aux enjeux du XXIème siècle

Le projet de loi de transformation de la fonction publique en examen au Sénat m'a notamment permis de défendre en séance publique deux amendements :

- L'un visant à introduire pour l'agent une période et un engagement minimal de deux ans auprès de la collectivité lui ayant financé une formation et un remboursement de celle-ci dans le cas où il ne souhaiterait pas respecter cette obligation.
- L'autre visant à modifier le régime indemnitaire des agents autorisés à travailler en temps partiel en arrêt de travail. En effet, aujourd'hui, un agent de la fonction publique travaillant à temps partiel est indemnisé sur la base d'un temps plein lorsqu'il est en arrêt de travail.

Enrayer le phénomène des lits froids dans les communes touristiques

Lors de l'audition de Julien Denormandie, Ministre du Logement, par la Commission des affaires économiques, j'ai interpellé ce dernier sur le phénomène de prolifération des lits froids dans certaines stations de notre département et sur la nécessité de territorialiser les politiques de logement.

Cette progression démesurée des résidences secondaires met à mal les équilibres démographiques de ces communes, engendrant une pression foncière forte, et donc un coût du logement qui devient insupportable pour les populations locales qui n'ont alors d'autres choix que de partir.

Promouvoir notre économie locale à l'exemple du décolletage

Lors de l'audition en commission des Affaires économiques du Sénat de Philippe Varin, Président de France Industries, j'ai souhaité alerter sur la nécessité d'accompagner nos entreprises de décolletage, actuellement confrontées à des mutations technologiques importantes.

En effet, avec la moindre utilisation des véhicules diesel et l'essor des nouvelles technologies, l'industrie du décolletage est de plus en plus tournée vers l'international. France Industrie devra impérativement les soutenir dans cette transition mondiale du thermique.

Agir contre les copropriétés dégradées

A l'occasion de l'examen de la proposition de loi de lutte contre l'habitat insalubre, deux de mes amendements visant à doter les élus locaux d'outils opérationnels pour lutter contre les copropriétés dégradées ont été adoptés :

- L'un visant à créer un organe opérationnel composé du Maire, du président du TGI, des syndicats, des administrateurs et des services de l'Etat pour permettre un suivi des copropriétés dégradées

- L'autre visant à simplifier la procédure de mise en œuvre d'un état de carence en imposant un délai plus court dans la remise du rapport d'expertise lorsque la procédure est enclenchée. Une astreinte de 200 euros par jour de retard est également prévue en cas de retard constaté dans la remise des documents par le syndicat.

Signature de la Convention du Projet de renouvellement urbain du Quartier des Ewües à CLUSES.



Sauvegardons nos écoles rurales !

Le projet de loi sur l'école de la confiance prévoyait un regroupement des classes d'un collège et d'une ou plusieurs écoles au sein d'un nouveau type d'établissement des « savoirs fondamentaux ».

Nombre d'élus de notre département, particulièrement ceux de communes rurales, m'avaient alors exprimé leurs craintes quant aux effets d'une telle mesure, susceptible d'entraîner à terme la suppression des postes de direction dans certaines écoles primaires.

Au cours de la discussion générale de ce texte, j'ai relayé ces craintes à de nombreuses reprises et j'ai déposé des amendements afin de garantir au maximum ce dispositif. Devant la fronde du Sénat, le Ministre de l'éducation a finalement décidé de supprimer cette mesure controversée.



Inauguration de l'extension du Groupe Scolaire de Contamine-sur-Arve.

Halte à la baisse du budget des Agences de l'Eau !

A l'occasion de l'examen du projet de loi portant création de l'office français de la biodiversité, je me réjouis de l'adoption à l'unanimité du Sénat de l'un de mes amendements visant à sanctuariser le budget des agences de l'eau pour les années à venir. Le siphonnage régulier des budgets des agences de l'eau n'est plus acceptable et a des répercussions très fortes sur les collectivités territoriales pour leurs investissements en faveur des réseaux d'eau et d'assainissement.

Aux côtés des élus du SM3A pour la préservation des budgets des agences de l'eau.



Fonction publique et attractivité de la Suisse : pour un meilleur encadrement des modalités de réintégration

De nombreux Maires de communes frontalières notamment, m'ont alertée sur les **modalités de réintégration particulièrement coûteuses de leurs fonctionnaires territoriaux, après une période de mise en disponibilité pour aller travailler en Suisse**. En effet, en cas d'impossibilité de réintégrer dans l'immédiat ses agents dans leurs effectifs, la collectivité se voit contrainte de leur assurer un revenu, calculé en référence à leur précédent salaire helvète ! A l'occasion de l'examen du projet de loi de la fonction publique, **j'ai demandé au gouvernement de fournir un rapport sur la problématique de la réintégration des agents du service public après une mise en disponibilité pour convenance personne pour contracter un emploi en Suisse.**

Lutte contre les déserts médicaux

Réunion de travail avec le Docteur René-Pierre LABARRIERE, Président du Conseil Départemental de Haute-Savoie de l'Ordre des Médecins et le Docteur Arnaud SCHREIBER, secrétaire général, concernant le projet de loi santé.



L'examen du projet de loi Santé m'a donné l'occasion d'aller à la rencontre de nombreux professionnels de santé pour connaître leur ressenti sur le projet de loi : j'ai ainsi pu m'entretenir avec le président du Conseil de l'Ordre des médecins de Haute-Savoie, les Docteurs Lacaille et Karrey du Centre Hospitalier Annecy Genevois ou encore le Docteur Thierry Dewaele, médecin de montagne aux Gets. **Je me réjouis de l'adoption par le Sénat d'un amendement dont je suis cosignataire, visant à obliger les étudiants de 3ème cycle de médecine générale et d'autres spécialités à réaliser un stage d'au moins 6 mois en pratique ambulatoire, en priorité dans les zones sous densifiées.**

Garante d'une meilleure égalité femmes/hommes dans la vie publique

Première femme sénatrice de la Haute-Savoie, **je mets un point d'honneur à soutenir les femmes pour les encourager à prendre une part active dans notre démocratie locale**. Si des progrès ont été accomplis, il reste encore beaucoup à faire!

L'examen du projet de loi engagement et proximité, programmé à l'ordre du jour du Sénat à la rentrée, me permettra de **soutenir et promouvoir les mesures de soutien aux élus, en faveur notamment des gardes des enfants ou encore en matière de validation des acquis de l'expérience.**



Visite de terrain aux côtés de Fabienne Duliege, Conseillère départementale du canton de Rumilly et première adjointe au Maire de la commune de Saint-Félix.



Rencontre avec Françoise Camusso et les Docteurs Lacaille et Karrey, de l'Hôpital d'Annecy concernant les conditions d'exercice en France des médecins non originaires de l'Union Européenne.



Commémoration du Giffre aux côtés de Mme le Maire de Saint-Jeoire.

CONTRÔLE DU GOUVERNEMENT

Dès ma première séance de questions au Gouvernement, j'ai souhaité interpeller la Ministre de la Cohésion des Territoires et des Relations avec les Collectivités Territoriales, Jacqueline Gourault, sur la nécessité de reconnaître le rôle et la place des élus locaux dans la République.



- Question orale à la Ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales, sur la situation délicate de trois intercommunalités du Chablais quant au **financement du service urgentiste des Hôpitaux du Léman**.
- Question orale au Ministre de l'intérieur sur le **manque d'effectifs de gendarmes mobiles dans les zones de sécurité prioritaires (ZSP)** de notre département.
- Question orale à la Ministre de la transition écologique et solidaire, chargée des transports, sur la **modernisation du réseau ferroviaire en Haute-Savoie**.
- Question écrite au Ministre de l'action et des comptes publics sur **la double peine infligée aux petites communes rurales et de montagne dans le calcul actuel du fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC)**.
- Question écrite à la Ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales, sur la **possibilité d'accorder aux intercommunalités un droit à la différenciation tarifaire du prix de l'eau**.
- Question écrite à la Ministre de la justice sur les **maisons en indivision tombant en désuétude et entravant des projets d'aménagements urbains**.
- Question écrite à la Ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités territoriales, sur les **modalités de calcul des objectifs de production de logements sociaux**.
- Question écrite au Ministre de l'action et des comptes publics sur les **conditions de mise en disponibilité des agents territoriaux dans les zones frontalières**.

#SÉNATRICE SUR LE TERRAIN HAUT-SAVOYARD



Le 7 septembre 2018, avec Gérard Larcher, Président du Sénat et Christian Monteil, lors de l'inauguration de la mairie de Cruseilles.

Cérémonie des vœux de Cranves-Sales le 4 janvier 2019, où la municipalité m'a faite citoyenne d'honneur.



Visite de la nouvelle caserne des pompiers de Thonon.

Visite d'Emmanuel Macron, Président de la République et de Nicolas Sarkozy, au plateau des Glières.



Inauguration du nouveau coeur de village à Marcellaz.

Intervention à l'occasion de l'inauguration du salon Equid Espace à Rochexpo aux côtés du Maire de la Roche-sur-Foron.



Fidèle à la traditionnelle Fête des Guides à Chamonix-Mont-Blanc.



Cérémonie du 14 juillet à Cluses.



Amélioration des conditions d'exercice des mandats locaux: A votre écoute !

Alors que la lassitude et le découragement gagnent de nombreux élus locaux, **le Sénat a proposé l'adoption de 43 mesures pour renforcer le statut de l'élu local : indemnités, protection juridique, formation, protection sociale, reconversion...**

Découvrez les mesures de ce rapport sur le lien suivant:

http://www.senat.fr/fileadmin/Fichiers/Im/ages/delegation/decentralisation/Colter_docs/Note-synthese_Exercice-mandats-locaux.pdf

J'ai souhaité également **recueillir votre avis sur le prochain texte Engagement et Proximité, qui sera à l'ordre du jour du Sénat à la rentrée.**

Apportez votre contribution au débat en répondant au questionnaire que je vous ai adressé sur le lien suivant:
<https://forms.gle/G8399yGaaikKjGHu8>



Renouvellement de l'attribution de la marque Qualité Tourisme à l'abbaye d'Aulps.



Cérémonie commémorative des 100 ans de l'anniversaire de la signature du Traité de Versailles le 28 juin 1919 avec Guy Roguet, Maire de Feigères.



Maison de santé sur la commune de Saint-Félix.

L'ASSOCIATION DES MAIRES RURAUX 74 À VOS CÔTÉS!

Réunion du bureau des Maires ruraux 74



En ma qualité de **secrétaire des Maires ruraux de la Haute-Savoie** et parce que j'ai été **Maire d'un village de 450 habitants durant 10 ans**, j'ai à cœur de soutenir les 235 communes rurales de notre département.

En sensibilisant régulièrement les pouvoirs publics sur différentes thématiques, **le bureau de l'association des Maires ruraux de Haute-Savoie (AMR 74), s'attache à défendre la cause de ses adhérents et à faire entendre leur voix.**

A l'occasion du Grand Débat, constatant l'absence de prise en compte des problématiques des communes rurales (services publics, transports en commun, gestion du personnel, finances etc...), l'AMR 74 a ainsi recueilli les doléances des communes rurales du département et saisi personnellement le Président de la République. **Le congrès des Maires ruraux qui se tiendra le 28 septembre à Ayze sera l'occasion d'échanger avec vous et avancer encore dans la défense des intérêts des territoires ruraux et de montagne.**

ME CONTACTER

• **Permanence parlementaire**
16, place de l'Hôtel de Ville
74 800 La Roche-sur-Foron

- **Par téléphone:** 04 50 25 18 10
- **Par courriel:** secretariat@sylvianoel.fr
- Suivez mon actualité sur les réseaux sociaux et sur mon site : <http://www.sylvianoel.fr>

